



**RETURN BIDS TO:**

**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -  
TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**SOLICITATION AMENDMENT  
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

**Comments - Commentaires**

This document contains a security requirement.

Ce document contient une exigence de sécurité.

**Vendor/Firm Name and Address**

Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Informatics Professional Services Division / Division  
des services professionnels en informatique

Les Terrasses de la Chaudière

10, rue Wellington, 4ième

étage/Floor

Gatineau

Québec

K1A 0S5

<b>Title - Sujet</b> TBIPS - Tier 2	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> 21120-194545/A	<b>Amendment No. - N° modif.</b> 009
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b> 3154545	<b>Date</b> 2020-10-19
<b>GETS Reference No. - N° de référence de SEAG</b> PW-\$\$ZM-626-38511	
<b>File No. - N° de dossier</b> 626zm.21120-194545	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2020-11-05</b>	<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Eastern Standard Time EST
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input checked="" type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Holden, Carole	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> 626zm
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (613) 858-9217 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> ( ) -
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b>	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b>	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

## MODIFICATION N° 009

La présente modification vise à répondre aux questions des soumissionnaires.

### QUESTIONS ET RÉPONSES

#### **Question n°28 :**

Référence : question et réponse 15 – Modification n° 005 de la demande de soumissions (CTO1)

Dans la réponse donnée à la question 15, il est dit que l'intention [de ce critère] est : « d'évaluer la capacité des soumissionnaires à fournir des ressources [...] qui ont travaillé pendant une période dépassant le minimum de 120 jours facturables ».

L'admission exclusive de ressources séquentielles donne tout lieu de douter de la valeur de cette évaluation. Tout ce que cette approche mesure, c'est la capacité du soumissionnaire de maintenir du personnel dans un rôle donné. Qui plus est, le fait que le travail doive être séquentiel pose comme problème que même si les contrats doivent dater de douze mois pour se qualifier, ils doivent avoir été actifs pendant au moins quatre ans (en fait, plutôt presque cinq ans) pour satisfaire à l'exigence concernant les jours facturables. La valeur financière de 5M \$ signifie que si un soumissionnaire n'invoque que des contrats avec le gouvernement, seuls ses contrats du palier 2 peuvent compter. Les contrats du palier 2 tendent à ne pas durer plus de cinq ans et par conséquent, la formulation actuelle de cette exigence ne donne d'autre choix que de conclure que seuls les contrats du palier 2 obtenus il y a plus de quatre ans, et toujours essentiellement en vigueur, peuvent mathématiquement servir à la satisfaction de cette exigence. Il n'y a que de dix à quinze contrats du palier 2 de cette nature en cours pendant une année donnée, ce qui signifie qu'un sous-ensemble très limité de fournisseurs autrement parfaitement qualifiés auront assez de chance pour se situer dans l'espace-temps qui leur permettra de répondre. Nous avons, cependant, réalisé des contrats d'une valeur d'au-delà de 20M \$ qui ont donné lieu au placement de centaines de ressources et pourtant, la fenêtre de temps qui délimite la période des contrats applicables à un très petit sous-ensemble de tout le spectre des contrats du palier 2 fait que nous ne pouvons invoquer ces contrats.

Nous prions l'État de revoir les contraintes associées aux exigences en matière de jours facturables pour des rôles spécifiques et de permettre une ou quelques-unes des options citées à la question 15.

**Réponse n°28 :** L'exigence n'est pas exclusive aux contrats du palier 2 du gouvernement du Canada et, à ce titre, de tels contrats émanant du secteur privé ou d'autres ordres de gouvernement peuvent être utilisés. La valeur minimale de 5M \$ des contrats (2M \$ pour le volet de travail 5) comprend les modifications apportées au contrat. Ainsi, un contrat ayant débuté à une valeur initiale plus faible, mais ayant atteint, au fil du temps, 5M \$ (2M \$ pour le volet de travail 5) peut être invoqué. Un soumissionnaire peut utiliser un maximum de deux contrats de référence pour démontrer sa conformité au CTO1. L'exigence demeure inchangée.

#### **Question n°29 :**

CTO1-A b) : VOLET DE TRAVAIL 5 – SERVICES DE CYBERPROTECTION

À l'heure actuelle, l'exigence **CTO1-A b)** des volets de travail 1 à 4 exige des soumissionnaires qu'ils fournissent des contrats de référence évalués à au moins 5 000 000 \$. Au **CTO1-A b)**, le **volet de travail 5 – Services de cyberprotection** n'exige des soumissionnaires la fourniture que de références de contrats d'approvisionnement évalués à au moins 2 000 000 \$. Le Canada pourrait-il envisager de modifier l'exigence pour, au moins, l'harmoniser aux nouveaux niveaux financiers (3,75M \$) des contrats de services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) du palier 2? L'État pourrait-il envisager d'apporter la modification suivante?

Le contrat identifié doit :

- a. avoir été conclu avec un client unique;

- b. avoir une valeur minimale de ~~5 000 000,00 \$ CA~~ **3 750 000 \$ CA** (modifications et taxes applicables comprises);
- c. s'être échelonné sur une période initiale minimale d'un an, excluant les modifications;
- d. avoir été réalisé au cours des cinq dernières années ou être en cours de réalisation (à la date de publication initiale du présent appel d'offres).

**Réponse n°29 :** Votre demande a été prise en compte, mais l'exigence demeure inchangée.

**TOUTES LES AUTRES CONDITIONS RESTENT LES MÊMES**